

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article :

Proposition d'amendement à la Partie III : Article F

Déposée par Madame ou Monsieur : M. Louis Michel, M. Karel de Gucht, M. Elio di Rupo, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention ainsi que par Monsieur Patrick Dewael, observateur

Qualité : - Membre - Suppléant

Article F

A l'initiative du Le gouvernement de tout État membre, du Parlement européen ou de la Commission, le Conseil statuant à la majorité des membres qui le composent peut déclarer qu'il y a lieu de réviser une ou plusieurs dispositions de la Constitution soumettre au Conseil des projets tendant à la révision du Traité constitutionnel. Ces projets sont notifiés aux Parlements nationaux. Les parlements nationaux sont informés de toute initiative proposant une révision de la Constitution. Dans le cas de modifications institutionnelles dans le domaine monétaire, le Conseil de la Banque centrale européenne est consulté.

Au terme de la déclaration de révision, le Conseil européen convoque une Convention composée de représentants des parlements nationaux, des gouvernement des Etats membres, du Parlement européen et de la Commission. La Convention adopte une recommandation qu'elle soumet au Conseil européen en vue d'une décision sur la révision de la Constitution.

Si le Conseil, après avoir consulté le Parlement européen et, le cas échéant, la Commission, émet un avis favorable à la réunion d'une Une conférence des représentants des gouvernements des États membres, celle-ci est convoquée sur base de la recommandation de la Convention par le président du Conseil en vue d'arrêter d'un commun accord les modifications à apporter au Traité constitutionnel à la Constitution. Dans le cas de modifications institutionnelles dans le domaine monétaire, le Conseil de la Banque centrale européenne est également consulté.

Les modifications à apporter à la Constitution sont arrêtées par la Conférence des représentants de gouvernement statuant à la majorité des quatre cinquièmes de ses membres, à l'exception des modifications à apporter à la Partie I de la Constitution qui doivent être

arrêtées de commun accord.

Les amendements entreront en vigueur, **après avis conforme du Parlement européen, lorsque les quatre cinquièmes des Etats membres auront accompli les procédures requises par leurs** après avoir été ratifiés par tous les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, **à l'exception des amendements à la Partie I de la Constitution qui n'entreront en vigueur qu'après avoir été ratifiés par tous les Etats membres.**

Explication éventuelle :

- *Le Parlement européen devrait disposer du droit d'initiative pour proposer le lancement d'une révision de la Constitution. Il devrait également donner son avis conforme aux modifications constitutionnelles.*
- *La méthode conventionnelle devrait désormais constituer la règle pour préparer les réformes constitutionnelles.*
- *Le maintien de l'unanimité pour l'adoption des amendements à apporter à la Constitution et l'exigence d'une ratification par l'ensemble des Etats membres constituent des exigences qui dans une Union de 25 ou plus d'Etats membres risquent de ne pouvoir se réaliser. Or, le développement de l'Union ne saurait dans une Union de 25 ou plus d'Etats membres être entravé par le veto d'un seul. Une majorité très haute devrait dès lors suffire – sauf pour la partie I - tant pour l'adoption des amendements que pour leur entrée en vigueur.*